



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## L'impact du conflit au Moyen-Orient sur l'Afrique

**Tanger, 2 avril 2026** - L'environnement économique mondial est devenu de plus en plus volatil, avec une fréquence accrue de chocs majeurs à l'échelle mondiale. Dans un contexte de flambée des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des engrais provoquée par le conflit en cours au Moyen-Orient, la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont présenté des recommandations pratiques pour répondre à la crise et renforcer la résilience des pays africains.

En marge de la 58e session de la Commission économique pour l'Afrique à Tanger, au Maroc, les responsables des quatre institutions ont examiné les implications du conflit sur les économies africaines et mis en lumière les principales conclusions et recommandations de leur nouveau rapport.

« La poursuite et l'escalade du conflit aggravent l'instabilité mondiale, avec de sérieuses répercussions sur les marchés de l'énergie, la sécurité alimentaire et la résilience économique, en particulier en Afrique, où les pressions économiques restent aiguës », a déclaré S.E. Mahmoud Ali Youssouf, Président de la Commission de l'Union africaine.

Le rapport souligne que les chocs actuels se propagent plus rapidement que lors des perturbations mondiales passées, laissant aux économies africaines peu de temps pour s'ajuster. Leurs effets se font déjà sentir sur les économies et les ménages africains, nécessitant des mesures politiques rapides et efficaces.

Les prix mondiaux du pétrole ont déjà augmenté de plus de 50 % à la fin du mois de mars. Vingt-neuf monnaies africaines se sont dépréciées, augmentant le coût du service de la dette extérieure ainsi que des importations de denrées alimentaires, de carburants et d'engrais. Les perturbations liées aux approvisionnements énergétiques dans le Golfe limitent l'accès à l'ammoniac et à l'urée pendant la saison cruciale des semis de mars à mai, mettent en péril la production agricole et aggravant les risques d'insécurité alimentaire, en particulier pour les ménages à faible revenu et les économies dépendantes des importations.

### Un test et un tournant

« L'Afrique a subi trop de chocs externes dont elle n'est pas responsable », a déclaré Claver Gatete, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. « Ce moment appelle à une action décisive, pour protéger les populations dès maintenant, mais aussi pour accélérer la transition à long terme de l'Afrique vers la sécurité

énergétique, la souveraineté alimentaire et l'autonomie financière. Des crises comme celle-ci rappellent pourquoi l'Afrique doit financer davantage son propre avenir et renforcer des solutions régionales capables de bâtir la résilience avant le prochain choc. »

« La période actuelle en appelle à un engagement fort, en Afrique comme chez nos partenaires », a souligné Ahunna Eziakonwa, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Directrice du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD. « En combinant des choix politiques éclairés, des instruments de financement efficaces et une volonté politique soutenue, l'Afrique peut non seulement faire face à ce choc, mais aussi en sortir renforcée, plus autonome et mieux armée pour orienter son avenir économique. »

La note appelle à une action coordonnée autour de trois horizons :

- Des mesures immédiates de réponse à la crise pour protéger les ménages et stabiliser l'approvisionnement en carburant, en denrées alimentaires et en engrais, qui seraient mises en œuvre par les gouvernements africains avec l'appui des partenaires de développement et du secteur privé.
- Des réformes à moyen terme pour renforcer la sécurité énergétique, la protection sociale ciblée et le commerce régional dans le cadre de la ZLECAf.
- Des réformes structurelles à long terme visant à renforcer la mobilisation des ressources intérieures et les mécanismes africains de sécurité financière, notamment à travers la mise en œuvre accélérée du Mécanisme africain de stabilité financière.

« À mesure que les crises mondiales se multiplient, la réponse de l'Afrique doit évoluer, passant de la gestion des chocs à la construction de la résilience », a insisté Sidi Ould Tah, Président du Groupe de la Banque africaine de développement. « Les institutions africaines et les partenaires de développement doivent agir rapidement et de manière concertée, en tirant parti de leurs avantages comparatifs pour atténuer les chocs à court terme, tout en jetant les bases d'une résilience durable. »

En renforçant l'intégration régionale, en accélérant les solutions financières portées par l'Afrique et en investissant de manière décisive dans la résilience des secteurs de l'énergie, de l'alimentation et du commerce, le continent pourra passer de la vulnérabilité à la préparation.

Pour plus d'informations et demandes d'interview, veuillez contacter :

Solomon Mugeru, BAD, [s.mugeru@afdb.org](mailto:s.mugeru@afdb.org)  
Nuur Mohamud Sheekh, CUA, [sheekhN@africanunion.org](mailto:sheekhN@africanunion.org)  
Sophia Denekeu, CEA, [denekeu.uneca@un.org](mailto:denekeu.uneca@un.org)  
Eve Sabbagh, PNUD, [eve.sabbagh@undp.org](mailto:eve.sabbagh@undp.org)